
Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Semaine du 9 au 15 mars 2018

- Le Mercosur et le Canada entament des négociations en vue de signer un accord de libre-échange
- Les hausses de tarifs ont fortement pesé sur l'inflation de février : +2,4%
- Première réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs de Banque Centrale à Buenos Aires dans le cadre du G20
- Nouvelles interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes
- Le gouvernement revoit son scénario macroéconomique en raison de la sécheresse
- Changement important de la Politique d'Assurance-Crédit pour l'Argentine, désormais ouverte au souverain au cas par cas
- Signature du Partenariat Trans-pacifique global et progressiste à Santiago
- Cérémonie d'investiture du nouveau Président de la République du Chili
- Visite de Christine Lagarde au Paraguay
- En Uruguay, la sécheresse inquiète également

Régional

Le Mercosur et le Canada entament des négociations en vue de signer un traité de libre-échange

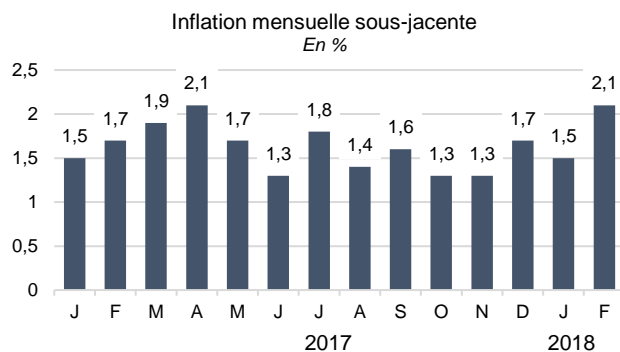
Réunis à Asunción, les Ministres des Affaires Etrangères de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay, de l'Uruguay et du Canada ont lancé officiellement les négociations visant à la signature d'un traité de libre-échange entre le Mercosur et le Canada. Ces dernières devraient se poursuivre d'ici deux semaines à Ottawa. Actuellement, les exportations vers le Canada depuis le Mercosur se concentrent sur peu de lignes de produits (minéraux et agro-alimentaires en particulier). L'accord devrait également faciliter les investissements canadiens dans la zone (5% du total des IDE canadiens seulement en 2017).

Argentine

Les hausses de tarifs ont fortement pesé sur l'inflation de février : +2,4%

L'inflation argentine montre peu de signes de ralentissement. Après 1,8% en janvier, l'inflation a de nouveau accéléré à 2,4% en février, si bien que la hausse des prix s'élève déjà à 4,2% depuis le début de l'année, soit presque le tiers de la cible de la Banque Centrale (15%). L'inflation mensuelle devrait ainsi passer sous les 1% pour que cette cible soit atteinte. Les anticipations du marché relevées par la Banque Centrale sont beaucoup moins optimistes, et estiment l'inflation autour de 20% en fin d'année (25,4% en glissement annuel).

actuellement). La hausse des prix est alimentée par deux phénomènes : l'augmentation du prix des tarifs publics (électricité, gaz et transports) qui contribue à hauteur de 1,1 point ainsi que la dépréciation du peso face au dollar, le canal du change étant particulièrement actif en Argentine.

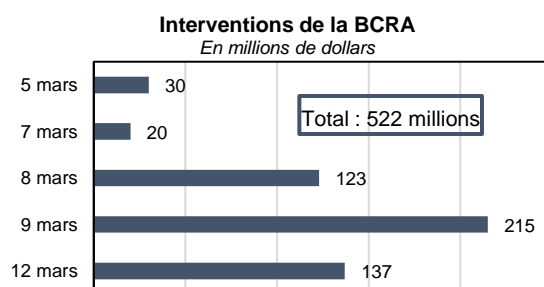


Première réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs de Banque Centrale à Buenos Aires dans le cadre du G20

L'Argentine s'apprête à accueillir les 19 et 20 mars prochains les Ministres des Finances et Gouverneurs de Banque Centrale des pays membres du G20. Christine Lagarde, la Directrice du FMI, participera elle aussi à ces réunions, signant ainsi la première visite d'un directeur du FMI en Argentine depuis onze ans. Il s'agit d'un nouveau signe du rétablissement des relations officielles du pays avec le Fonds, après la venue d'équipes techniques en 2016 et 2017 dans le cadre de la préparation de l'Article IV. Les délégations seront reçues par le Ministre de l'Economie, Nicolas Dujovne, et le Président de la Banque Centrale d'Argentine, Federico Sturzenegger.

Nouvelles interventions de la Banque Centrale sur le marché des changes

La Banque Centrale a réaffirmé qu'elle n'hésiterait pas à intervenir sur le marché des changes afin de contenir les pressions inflationnistes liées à la dépréciation du peso face au dollar. En un peu plus d'une semaine, elle est ainsi sortie à cinq occasions sur le marché, en vendant 522 millions de dollars. Le peso s'est déprécié d'un peu plus de 15% depuis mi-décembre, et a franchi en février la barre des 1\$ = 20 ARS.



Le gouvernement revoit son scénario macroéconomique en raison de la sécheresse

Face à la sécheresse la plus sévère de ces quarante dernières années, le Président Mauricio Macri a annoncé la prorogation des crédits au secteur agricole pour une durée de quarante-cinq jours, afin d'aider les producteurs les plus affectés par les conditions climatiques. Dans le même temps, le ministère de l'Economie a revu son scénario de croissance officiel à la baisse, faisant passer ses prévisions de 3,5% à 3% pour 2018. Le ralentissement de la croissance remet également en question la cible de déficit primaire, qui pourrait

atteindre 3,8% du PIB dans un scénario très bas d'une croissance à 2%, contre un objectif de 3,2% prévu dans la LFI 2018.

Changement important de la Politique d'Assurance-Crédit pour l'Argentine, désormais ouverte au souverain au cas par cas

La présentation de la Politique d'Assurance-Crédit par la Direction Générale du Trésor a révélé un changement important pour l'Argentine. Le pays est désormais ouvert au souverain, au cas par cas. Cette décision a été rendue possible par la sortie de l'Argentine de sa situation de défaut sélectif, depuis la conclusion d'un accord avec les fonds procéduriers.

Chili

Signature du Partenariat Trans-pacifique global et progressiste à Santiago :

La signature du Partenariat Trans-pacifique global et progressiste (CTPP) a eu lieu le 8 mars dernier à Santiago. Ce nouveau traité unit onze pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam) situés sur les deux rives du Pacifique, et remplace le précédent traité trans-pacifique (TPP) après le retrait des Etats-Unis en janvier 2017. Il prévoit une libéralisation du commerce, avec une suppression de droits de douanes et de barrières non-tarifaires. La majorité des dispositions initiales du TPP sont retenues, avec seulement une vingtaine de clauses-principalement sur la propriété intellectuelle et introduites à l'origine par les Etats-Unis- non reconduites. Les pays signataires représentent près de 500 millions d'habitants et 13% du PIB mondial. Cet accord représente une avancée pour l'intégration commerciale régionale et pour le Chili, dans la mesure où 17% des exportations chiliennes, 12% des importations et 32% des IDE entrants proviennent des pays partis au CTPP. Le CTPP devrait entrer en vigueur dès 2019, une fois ratifié par au moins six des Etats parties à l'accord.

Cérémonie d'investiture du nouveau Président de la République du Chili

L'indice Sebastián Piñera a pris ses fonctions ce dimanche 11 mars, en présence de nombreuses autorités étrangères, dont les présidents du Pérou, de Bolivie, d'Equateur, du Brésil, du Mexique et de l'Argentine. Les médias ont tout particulièrement souligné la participation à cette cérémonie du Président argentin Mauricio Macri, dont les bonnes relations avec Piñera sont bien connues et devraient favoriser les synergies entre les deux pays. Côté européen, la plupart des pays étaient représentés par leur Ambassadeur, à l'exception de l'Espagne (présence de l'ex-roi Juan Carlos I), du Portugal et de la France, représentée par la Ministre des solidarités et de la santé Mme Agnès Buzyn, qui a notamment, à cette occasion, rencontré ses collègues chilien et nord-américain.

Paraguay

Visite de Christine Lagarde au Paraguay

Avant sa visite en Argentine, la Directrice du FMI, Christine Lagarde, s'est rendue au Paraguay. Elle a ainsi souligné le dynamisme de l'activité économique du pays, qui a enregistré de très bonnes performances de croissance malgré les crises vécues par ses voisins argentin et brésilien, ainsi que la solidité de ses

fondamentaux macroéconomiques. La maîtrise de l'inflation ou la loi de Responsabilité Budgétaire encadrant les finances publiques sont autant de mesures macroéconomiques approuvées par le FMI. L'amélioration des conditions de vie de la population et le recul de la pauvreté demeurent des défis pour le pays. Cela faisait vingt-quatre ans qu'aucun directeur du FMI n'avait fait de visite officielle au Paraguay.

Uruguay

En Uruguay, la sécheresse inquiète également

Le Ministre de l'Economie, Danilo Astori, a exprimé, ce mercredi 14 mars, sa « préoccupation » au sujet de la sécheresse qui touche actuellement les campagnes uruguayennes et de ses répercussions sur la croissance. Le déficit hydrique « a toujours des effets négatifs » sur la production, « surtout à cette période de l'année » pour les récoltes de soja et de riz, a-t-il déclaré. La sécheresse aurait déjà des conséquences sur l'économie locale, en diminuant les revenus des producteurs agricoles, mais aussi en causant des pénuries dans la génération d'énergie hydroélectrique, qui représente environ 70% de l'électricité du réseau national.